

Convention collective départementale

IDCC : 1626. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
ÉLECTRO-CÉRAMIQUES ET CONNEXES
DES HAUTES-PYRÉNÉES
(18 février 1992)**

(Bulletin officiel n° 1992-12 bis)

*(Etendue par arrêté du 30 juillet 1992,
Journal officiel du 12 août 1992)*

ACCORD DU 13 MAI 2005
RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS POUR L'ANNÉE 2005
NOR : *ASET0550842M*
IDCC : 1626

Entre :

La chambre syndicale des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électro-céramiques et connexes des Hautes-Pyrénées (UIMM Adour-Pyrénées),

D'une part, et

La CGC ;

FO,

D'autre part,

conformément à la loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'avenant du 17 janvier 1991 et à l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur les classifications. Il est conclu en considération de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie et compte tenu de la recommandation du même jour, figurant en annexe audit accord national.

Conclu ce jour, le présent accord fixe les barèmes qui sont portés en annexe et qui déterminent les taux effectifs garantis des mensuels pour l'exercice 2005.

Cet accord répond également aux obligations de l'article 10 *bis* de la convention collective des Hautes-Pyrénées du 18 février 1992.

Article 2

Ces taux sont établis pour un an et s'appliquent aux rémunérations perçues entre le 1^{er} janvier 2005 et le 31 décembre 2005.

Article 3

L'adoption de ce nouveau barème ne peut avoir par elle-même d'incidence sur les salaires réels, sauf dans le cas où ces derniers se révéleraient inférieurs audit barème.

Les valeurs portées sur les barèmes ci-joints des taux effectifs garantis sont fixées :

- sur la base de l'horaire hebdomadaire légal de 35 heures ou 151,66 heures par mois.

Elles devront être adaptées proportionnellement à l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les taux effectifs garantis, établis pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base de calcul de la prime d'ancienneté. Elles ne font pas l'objet des majorations de 5 % et 7 % réservées aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier pour la détermination des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul à la prime d'ancienneté.

Les taux effectifs garantis, figurant sur le barème ci-joint, font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* pour les mensuels embauchés ou quittant l'entreprise en cours d'année.

L'application du barème ne devra pas conduire à un nivellement des salaires dans chacune des catégories.

Article 4

Le présent accord fera l'objet des mesures de publicité prévues par la législation en vigueur.

Article 5

Les parties signataires s'emploient à obtenir l'extension du présent accord.

Fait à Tarbes, le 13 mai 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème annuel des taux effectifs garantis des mensuels

Ouvriers, administratifs, techniciens et agents de maîtrise d'atelier
(exercice 2005)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	BARÈME ANNUEL (base 35 heures) effet du 01-01-05 au 31-12-05
I	1	140	14 200
	2	145	14 200
	3	155	14 200
II	1	170	14 300
	2	180	14 400
	3	190	14 500
III	1	215	14 600
	2	225	15 100
	3	240	15 900
IV	1	255	16 560
	2	270	17 400
	3	285	18 300
V	1	305	19 800
	2	335	22 000
	3	365	24 220
	4	395	26 950